

ACTION URGENTE

ÉTHIOPIE. DES HOMMES POLITIQUES ET DES JOURNALISTES DÉTENUS

Le 7 mars, les hommes politiques Batir Filae, Gada Gabisa et Bilisuma Ararsa, ainsi que les journalistes d'Oromo News Network (ONN) Desu Dula et Wago Nole, ont été arrêtés près de Burayu, dans le centre de l'Éthiopie, immédiatement après avoir rendu visite à Abdi Regassa, ancien dirigeant du Front de libération oromo (OLF). Sur le chemin du retour, un policier a stoppé leur véhicule en prétextant qu'ils avaient pris des photos au cours de leur visite. Le chauffeur a freiné brutalement et une autre voiture a percuté le véhicule par l'arrière. La police a inculpé et placé en détention les cinq hommes susmentionnés, accusés d'avoir causé l'accident. Lors d'une audience qui a eu lieu le 31 mars, les charges ont été abandonnées. Néanmoins, les cinq hommes sont maintenus en détention. Tous, à l'exception de Gada Gabisa, sont privés d'avocat.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Abiy Ahmed, Prime Minister
PO Box 1031, Lorenzo Te'azaz Road
Addis Ababa, Éthiopie
info@pmo.gov.net

Monsieur le Premier ministre,

Le 7 mars, **Batir Filae, Gada Gabis et Bilisuma Ararsa**, membres du Front de libération oromo (OLF), ainsi que **Desu Dula et Wago Nole**, journalistes à Oromo News Network, ont été arrêtés près de Burayu, en Éthiopie, immédiatement après avoir rendu visite à Abdi Regassa, ancien dirigeant de l'OLF, qui avait été arrêté et placé en détention arbitrairement trois jours plus tôt. Un policier a stoppé leur voiture en prétextant qu'ils avaient pris des photos pendant leur entrevue avec Abdi Regassa. Bilisuma Ararsa, le chauffeur, a freiné brutalement et une autre voiture a percuté leur véhicule par l'arrière.

La police a inculpé les cinq hommes susmentionnés d'accident de la route et de prise de photos dans un poste de police. Ces personnes ont été placées en détention dans différents postes de police de la ville de Burayu. Lors d'une audience qui s'est tenue le 31 mars, le procureur a informé la cour que les charges avaient été abandonnées. Celle-ci a ordonné une libération immédiate, sauf pour Bilisuma Ararsa, qui devait être libéré sous caution. Au mépris de ce jugement, la police n'a pas relâché ces hommes et les a maintenus en détention, au motif qu'ils étaient soupçonnés de posséder des documents d'identité contrefaits. Cependant, aucun d'eux n'a été déféré à la justice pour ce motif et ils demeurent tous derrière les barreaux. Ils sont tous privés d'avocat, à l'exception de Gada Gabisa.

L'OLF et ONN critiquent de plus en plus le régime, et les hommes concernés sont des membres actifs de l'une ou l'autre de ces structures. Amnesty International pense qu'ils ont été visés uniquement en raison de leur appartenance politique et/ou de leur travail journalistique. Il faut que les autorités respectent, protègent, promeuvent et concrétisent les droits aux libertés d'expression et d'association, y compris ceux des journalistes et des militant-e-s politiques, conformément aux obligations internationales de l'Éthiopie en matière de droits humains.

À la lumière de ce qui précède, je vous prie instamment :

- *de libérer immédiatement et sans condition Batir Filae, Gada Gabisa, Bilisuma Ararsa, Desu Dula et Wago Nole, qui sont détenus arbitrairement alors qu'ils n'ont fait qu'exercer pacifiquement leurs droits humains, y compris leurs droits aux libertés d'expression et d'association ;*
- *de veiller à ce qu'ils puissent s'entretenir sans entrave avec leur famille et leurs avocats et qu'ils soient protégés contre la torture et les autres formes de mauvais traitements, dans l'attente de leur libération.*

Veillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Le gouvernement du Premier ministre Abiy Ahmed a lancé un important programme de réforme qui pourra permettre d'améliorer la situation des droits humains en Éthiopie s'il est mis en œuvre efficacement. Cependant, le climat politique est tendu dans le pays, où les détracteurs du régime peuvent être arrêtés et détenus parce qu'ils sont en désaccord avec le gouvernement. Pour en savoir plus, veuillez consulter les documents suivants :

- [Éthiopie. Il faut libérer immédiatement des journalistes et des personnalités de l'opposition](#)
- [Éthiopie. La police doit expliquer ce qu'il est advenu d'un responsable de l'opposition oromo](#)
- [Éthiopie. La police a attaqué des partisans de l'opposition dans la région d'Oromia, tuant un vendeur et blessant une musicienne](#)
- [Éthiopie. Les autorités répriment les sympathisant-e-s de l'opposition en menant des arrestations de masse](#)

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais, amharique, oromo
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 20 mai 2020
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOMS, NOMS ET PRONOMS À UTILISER : Batir Filae, Desu Dula, Wago Nole, Gada Gabisa, Bilisuma Ararsa (il)